

Incapable de gérer les émeutes, l'Etat veut faire payer les dégâts par le Français moyen

écrit par Christine Tasin | 6 septembre 2025



Le projet du Trésor prévoit un fonds de réassurance, garanti par l'Etat, pour couvrir jusqu'à 775 millions d'euros de dégâts par an. (Delphine MAYEUR/AFP)



Le projet du Trésor prévoit un fonds de réassurance, garanti par l'Etat, pour couvrir jusqu'à 775 millions d'euros de dégâts par an. (Delphine MAYEUR/AFP)

En voilà un scandale de plus qui devrait seul suffire à faire tomber Bayrou ! Non seulement ils nous submergent de voleurs, violeurs, haineux, assassins.. Non seulement nous les nourrissons, logeons, leur payons les avocats qui les défendent mais en plus nous payons rubis sur l'ongle les dégâts innombrables qui se montent à des milliards des destructions des biens publics lors des émeutes et autres batailles avec la police. Juste un exemple, combien les émeutes qui ont suivi la mort de la racaille Nahel Merzouk a-t-elle coûté au contribuable qui, de plus en plus, se demande comment il va payer ses factures d'électricité et ses impôts ? Il va falloir en plus payer rubis sur l'ongle des assurances encore plus exorbitantes pour payer les dégâts causés par les malchances pour la France... Ils ont l'air sûrs d'eux. *Petits Français vous allez passer à la casserole... Vraiment ????*

Christine Tasin

Face à la multiplication des émeutes, aux difficultés rencontrées par les assureurs pour faire face à

l'envolée des dégâts et au retrait des réassureurs du marché, la piste d'une garantie publique avance. Maintes fois évoqué, ce dossier sensible a connu une avancée significative au coeur de l'été, avec la présentation par la direction générale du Trésor d'un mécanisme de partage du risque entre l'Etat, les assureurs, et les réassureurs privés.

Le projet reste, selon nos informations, encore soumis à l'aval de Bercy. Mais l'ambition est de le faire figurer dans le prochain budget. Si le vote de confiance du 8 septembre et une potentielle chute du gouvernement Bayrou risquent de ralentir le dossier, « la question reviendra sur la table, peu importe l'exécutif », estime un bon connaisseur du sujet.

[Source](#)